

L'agriculture

avances de fonds de cette année s'élève à \$205,795,000. Un peu moins du double de candidats ont donc demandé plus du triple du montant total d'avances de fonds. C'est donc dire que les agriculteurs s'en servent. Si le ministre veut venir en aide rapidement aux producteurs, il pourrait immédiatement relever le plafond des avances de fonds.

● (1530)

Comme je l'ai signalé, pour certains producteurs et en particulier les jeunes qui démarrent il arrive, ce qui peut paraître commercialement aberrant, que les liquidités paraissent plus importantes que le prix. Il est très important en ce moment de pouvoir avoir des recettes. Le producteur qui est contraint d'attendre trois ou quatre mois pour vendre le gros de sa récolte risque de ne pas tenir le coup jusqu'au moment où il aura la possibilité de la livrer. Voilà pourquoi je dis que dans certains cas les rentrées d'argent comptent plus que le prix de vente.

Je voudrais que le ministre fasse quelque chose pour augmenter le potentiel de production du pays. Je parle de l'ouest du Canada. Il y a là environ 90 millions d'acres de terres arables actuellement en culture pour 150,000 producteurs environ. Faites le calcul, vous verrez très vite que les agriculteurs canadiens ont plus de surface à exploiter que ceux de n'importe quel autre pays. C'est donc un devoir d'utiliser cette surface au mieux. Le ministre devrait se faire un devoir de faire en sorte que la production soit à la hauteur de ce potentiel.

Comme je le disais, le député de Medicine Hat va développer des suggestions relatives à la loi sur la stabilisation des prix agricoles envisagées du point de vue du bœuf. Je lui en laisserai donc le soin. Ce que je dirai, c'est que tout le monde est d'accord pour demander que le gouvernement fédéral fasse preuve d'initiative pour l'harmonisation des programmes provinciaux de stabilisation. Cela n'appelle pas de changement à la constitution. Tout ce que cela demande, c'est du courage et de l'initiative, ce dont le gouvernement fédéral n'a pas fait preuve jusqu'ici.

Nous avons été nombreux à la Chambre à présenter des suggestions au sujet des obligations pour l'expansion de la petite entreprise. Comme je l'ai déjà dit ici en d'autres circonstances, il faudrait libéraliser les conditions d'utilisation de ces obligations. Leur accès devrait être ouvert aux petites entreprises non constituées en sociétés, pour le financement d'opérations autres que les achats de neuf, de lignes de crédit, de machines d'occasion et d'agrandissement de bâtiments de petites entreprises, etc. Cela aiderait.

Il n'y a pas de raison pour que cela ne se fasse pas. Il y a deux mois environ, la Banque de Montréal a dit au gouvernement qu'elle était disposée à agir en ce sens, en attendant qu'il modifie la législation en conséquence. Mais il ne se montre pas disposé à le faire.

Il faudrait que le gouvernement parle aux banques, au lieu de leur lancer des ordres comme le dit une manchette du *Sun* de Brandon. Qu'il les encourage à offrir des taux fixes pour le financement des campagnes de production. Si l'agriculteur qui fait pousser des récoltes pouvait emprunter à un taux d'intérêt fixe pour la durée d'une campagne, une durée de six ou huit mois, cela l'aiderait à s'organiser. Cela rendrait son exploitation moins risquée du point de vue du calcul des intérêts. En matière de dialogue avec les banques, il y a plusieurs choses

que le ministre pourrait faire et nous l'y encourageons. Nous aimerions bien que ce jour arrive.

Je ne me souviens pas depuis combien d'années la Conférence des perspectives de l'agriculture canadienne existe. J'y ai participé avant d'avoir l'honneur d'être élu à la Chambre. Beaucoup l'appellent aujourd'hui la Conférence de l'observation et c'est bien cela dont il s'agit. Le problème n'est plus de voir quelles sont les perspectives agricoles mais de voir comment il faut être sur ses gardes pour s'en sortir.

La conférence canadienne se réunit généralement après la conférence américaine qui se réunit cette semaine à Washington. Jusqu'à présent, la communication s'est faite dans un seul sens, puisque le gouvernement présentait des documents aux producteurs. Compte tenu de la crise agricole actuelle, la conférence pourrait être prolongée d'une journée, par exemple, et on pourrait organiser des ateliers, ce qui permettrait aux différents porte-parole du secteur agricole de discuter des problèmes de l'agriculture. On pourrait ainsi chercher des solutions et faire en sorte que la conférence ne soit pas une simple réunion mondaine. Les représentants du secteur agricole pourraient apporter leur contribution à la conférence, car actuellement, les gens se contentent de se réunir, de parler dans les couloirs et d'écouter les exposés du gouvernement. C'est là une proposition qu'il vaudrait la peine d'étudier.

Il y a une dizaine de jours, j'ai eu l'occasion de participer à une réunion à Washington en compagnie de plusieurs collègues de la Chambre et du Sénat. Nous avons examiné, du point de vue du Canada et des États-Unis, la possibilité d'accords internationaux de fixation du prix du blé. La réunion m'a semblé très intéressante.

J'ai été très déçu d'apprendre que le ministre responsable de la Commission canadienne du blé, qui siège à l'autre endroit, aurait déclaré que cette réunion des parlementaires canadiens et américains ne valait pas grand-chose puisqu'elle n'avait pas l'aval du gouvernement. Voilà une très regrettable déclaration du ministre responsable de la Commission canadienne du blé, et par voie de conséquence, d'un grand nombre de céréaliculteurs canadiens.

Lors de cette réunion, nous avons découvert des domaines communs de préoccupations: la question des coûts de production, de la capacité de production et des conditions du marché international. Nous sommes arrivés à plusieurs conclusions. J'ose espérer que le ministre n'adoptera pas la même opinion que son collègue, le ministre responsable de la Commission canadienne du blé, au sujet de cette réunion et des solutions que l'on pourrait apporter aux problèmes de la commercialisation des céréales. Si le ministre chargé de la Commission canadienne du blé se préoccupe vraiment et sincèrement des agriculteurs, il ne se moquerait pas d'une réunion de ce genre avant qu'elle n'ait lieu en prétendant qu'elle n'avait aucune importance parce qu'elle n'avait pas été sanctionnée officiellement par le gouvernement.

J'espère que lorsque le ministre de l'Agriculture répondra cet après-midi, il n'agira pas comme le 3 juin dernier. Il avait parlé pendant 40 minutes de tout et de rien, sauf des taux d'intérêt. Nous savons tous que les taux d'intérêt constituent actuellement l'élément crucial dans l'agriculture au Canada. A la longue, ils menacent sa rentabilité.